

Attention aux factures des pseudo-registres du commerce !

Vous venez d'inscrire votre entreprise au Registre du commerce, sans encore avoir payé. Une facture indiquant "concerne : nouvelle inscription au registre du commerce" arrive. Vous payez, pensant vous être acquitté de vos obligations. Perdu! La facture émanait d'une société privée sans aucun lien avec l'administration. Il fallait y regarder à deux fois : une mention indiquait "nous vous proposons l'inscription des données issues de l'inscription ci-dessous dans notre registre international de renseignements sur les sociétés". Vous vous êtes donc inscrits dans un registre totalement facultatif et devrez encore vous acquitter de la facture officielle...

Plusieurs sociétés s'adonnent à ce type de pratique. Elles épluchent la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) et envoient des factures à l'aspect officiel aux nouveaux inscrits, généralement avec copie de l'extrait de la FOSC. Elles ont pour objet l'inscription dans des registres dont le nom peut prêter à confusion : Registre des arts et métiers, du commerce et de l'industrie, Registre économique pour l'industrie et le commerce, etc. Il est difficile de dresser une liste exhaustive de ces sociétés : elles peuvent apparaître et disparaître très rapidement.

Jusqu'à 1345 francs

L'offre n'est généralement pas explicitée et on ne précise pas en quoi consiste exactement le registre, de quelle manière il est diffusé et sous quelle forme il se présente. Le montant des factures est parfois calqué sur les émoluments officiels, parfois plus élevé : il peut aller jusqu'à 1345 francs. Les autorités et les organisations économiques recommandent d'une seule voix de ne pas s'inscrire dans ce type de registre : lorsqu'ils existent – ce qui n'est pas toujours le cas – ils sont très incomplets et ont une diffusion si restreinte que les Alémaniques les surnomment Schattenregister (les registres de l'ombre).

Qu'en est-il de la légalité de ces procédés? Il y a quelques années, un tribunal avait rejeté la plainte d'une personne s'estimant trompée par une de ces sociétés. La facture mentionnait en effet explicitement que le paiement n'était pas obligatoire – même si cela ne sautait pas aux yeux. Un tribunal de district saint-gallois a en revanche condamné en 1994 les éditeurs d'un annuaire, estimant qu'ils avaient violé la loi sur la concurrence déloyale.

Mises en garde

Autorités et associations professionnelles multiplient les mises en garde. A Genève, par exemple, les personnes qui viennent s'inscrire au Registre du commerce reçoivent copie d'un article sur ces pratiques. Celles qui constituent des sociétés de capitaux (SA, Sàrl ...) passent, elles chez un notaire. Et si certains les rendent attentifs à ce risque, au point d'en faire un paragraphe de l'acte de constitution, il n'existe pas de pratique uniforme. "Il existe deux approches", remarque Bénédicte de Candolle, présidente de la Chambre des notaires de Genève. Certains estiment que les actes de constitution devraient être exhaustifs et contenir également des informations comme celle-ci. D'autres estiment que cela risquait de trop surcharger les actes,

au risque de les rendre difficile à comprendre, à l'instar des contrats immobiliers français, et qu'il vaut mieux s'en tenir à l'essentiel.

Juridiquement, une personne ou une société qui aurait payé une telle facture par erreur peut demander à être remboursée. Si cela s'avère difficile, reste la voie judiciaire. En cas de litige, certains éditeurs de ces annuaires préfèrent éviter d'aller au tribunal. "Plusieurs personnes nous ont raconté qu'elles ont pu se faire rembourser en tout ou en partie, en menaçant la société de déposer plainte", relate Thierry Hepp, préposé au Registre du commerce du canton de Genève.